NUMERO 23 PRIX MINIMUM 1 FR. NOVEMBRE 1942

LES TEMPS NOUVEAUX

BG 534

DEUX ANNIVERSAIRES GLORIEUX

7 NOVEMBRE

Le 7 Novembre, l'Union Soviétique fêta le 25e anniversaire de la prise du pouvoir par le Congrès des Soviets de Russie. Sur la sixième partie du globe, les travailleurs devenaient définitivement maîtres de leurs destinées. Une ère nouvelle commençait.

Ce que le régime soviétique a apporté, en un quart de siècle, aux peuples de l'URSS, les évènements militaires de ces derniers mois le montrent avec éclat.

En 1914-17, l'armée tsariste se battait sans moral. Une partie de ses chefs, commandée par la camarilla de l'impératrice, pactisait secrètement avec l'ennemi. D'autres se compromettaient dans des affaires lucratives de fournitures aux armées. Les cadres faisaient preuve d'une incurie et d'une ignorance scandaleuses. Les soldats, refusant de se battre au seul profit des nobles qui les exploitaient honteusement, préféraient la captivité à la mort ou abandonnaient en masse les tranchées pour retourner dans leurs villages et s'emparer de la terre.

Aujourd'hui, le socialisme a supprimé en URSS la division en exploiteurs et exploités. Les ouvriers, paysans, intellectuels, fraternellement unis, opposent à l'envahisseur maudit un bloc sans fissure sur lequel se brisent les assauts les plus furieux des hordes de Hitler. Du premier au dernier homme, tous défendent jusqu'à la mort les bienfaits que le régime soviétique a apportés au peuple. Les progrès énormes de l'instruction ont élevé le niveau technique de l'Armée rouge et l'ont dotée de cadres parfaitement adaptés aux exigences de la guerre moderne.

Au cours de la première guerre mondiale, la Russie semi-féodale était incapable de fournir à son armée un armement convenable. Vingt cinq années de régime soviétique ont permis à l'URSS de créer une industrie formidable, de mécaniser l'agriculture, d'exploiter les ressources énormes du sous-sol. Aujourd'hui, l'ennemi fascisé lui-même est obligé de reconnaître que ces progrès ont permis de fournir à l'Armée rouge un matériel excellent et quasi inépuisable.

Tous ceux qui, si longtemps, refusèrent de reconnaître ce qui se passait en URSS, s'étonnent maintenant de ce qu'ils appellent le "miracle russe", de ce qui est, en réalité, le fruit d'un quart de siècle de régime socialiste.

L'héroïque résistance de l'URSS a provoqué des hécatombes dans les rangs des bandits nazis. Le sang allemand coule à grands flots à Stalingrad, dont l'assaut forcené a coûté à Hitler autant d'hommes que la conquête de l'Europe entière.

11 NOVEMBRE

L'épuisement de la Wehrmacht par la lutte admirable de l'Armée rouge nous permet de fêter avec confiance le 11 novembre, anniversaire de la libération de la Belgique des hordes du Kaiser. Mais il ne suffit pas d'attendre confortablement que nos alliés remportent la victoire. Dans cette mêlée gigantesque, nous devons jouer un rôle actif.

Nous devons répudier l'attentisme, non seulement parce que nous avons à prendre notre part dans les efforts communs de tous les peuples pour la libération, mais aussi parce que notre action aura une influence sur la date de notre délivrance. Si Hitler tient toujours, c'est grâce aux ressources en main d'oeuvre et matières premières qu'il retire des pays occupés. Une résistance massive à l'embauchage pour le Reich, un sabotage systématique réduiraient ces ressources disponibles au minimum et accéléreraient la guerre.

Or, écourter la guerre devient une nécessité vitale pour l'ensemble de notre peuple. D'abord, parce que la sous-alimentation ruine sans recours la santé de nos enfants, mais surtout en raison du nouveau et terrible péril suspendu sur toute la population active par suite des déportations.

On peut imaginer le sort affreux qui attend les hommes et jeunes filles expédiés de force vers l'Est. Nourriture insuffisante, travail exténuant, brimades des polices brunes, bombardements meurtriers des aviations alliées, autant de facteurs qui rapideront la résistance physique de la majorité et provoqueront la mort de beaucoup. Ajoutons à cela que nos compatriotes seront les otages d'une bande d'assassins traqués et prêts à tout, au moment où sonnera le glas de l'hitlérisme.

La prolongation de la guerre serait une catastrophe pour notre peuple, c'est pourquoi nous devons exiger la création d'un second front, solennellement promis par nos amis britanniques et américains pour 1942 et en Europe, et nous devons lutter courageusement et par tous les moyens pour faire échec à la politique nazie de pillage de notre pays et de déportations.

Le II novembre, anniversaire du départ des Allemands, nous fournira l'occasion de rassembler nos forces et de décider un refus systématique de se prêter aux déportations, et une action plus étendue de sabotage.

La population tout entière doit s'unir pour faire échouer la politique nazie de déportations. Il faut refuser de se présenter aux convocations, refuser de fournir les listes du personnel et d'appliquer les 48 heures, il faut aider les résistants à se cacher, à se nourrir, à se loger. Il faut manifester au cri de "Rendez nos hommes et nos jeunes filles"!

Intensifions la résistance en renforçant le parti communiste qui se trouve à la pointe du combat contre l'occupant. Recrutons parmi les patriotes de toutes tendances des hommes actifs et courageux, prêts à lutter contre les nazis sous le drapeau du Front de l'Indépendance.

La victoire est à notre portée ! Les peuples héroïques de l'URSS nous montrent la voie à suivre pour écraser l'ennemi commun de l'humanité.

NOS PERSPECTIVES DE VICTOIRE

Les évènements militaires de ces derniers mois sont dominés par l'inimaginable héroïsme de la défense de Stalingrad. La ville est transformée en un enfer où la fumée des incendies rend l'atmosphère irrespirable, les rues sont jonchées de cadavres nazis, la Volga est rougie du sang des soldats allemands sacrifiés par la folie criminelle de Hitler.

Jamais l'humanité ne pourra payer la dette de reconnaissance contractée envers cette ville sublime qui se sacrifie pour le triomphe de la liberté sur la barbarie. Stalingrad a réduit en miettes tous les plans fascistes. Fort de l'expérience de 1941, Hitler a rassemblé toutes ses forces sur un secteur réduit, dans l'espoir d'y remporter un succès total qui lui aurait assuré la maîtrise du Don, de l'embouchure de la Volga, des pétroles du Caucase, des côtes occidentales de la Caspienne. Ses troupes eussent été libérées pour un nouvel assaut sur Moscou, sur l'Angleterre. Des centaines de milliers d'hommes ont péri, les plus belles unités allemandes sont détruites, mais le pétrole du Caucase est hors de portée et, au seuil de l'hiver, Stalingrad tient toujours.

Il est certain que cette sanglante défaite de la Wehrmacht se transformerait en un désastre si, au lieu de pouvoir envoyer continuellement de nouveaux renforts de l'Ouest vers l'Est, Hitler pouvait être contraint, par la création d'un deuxième front, de retirer des troupes du front soviétique. On comprend ainsi les déclarations du délégué à Moscou du Comité National de la France combattante, selon lesquelles le peuple soviétique est fermement convaincu que Hitler sera écrasé encore cette année, lorsque les alliés rempliront les engagements qu'ils ont contractés solennellement vis-à-vis de l'Union Soviétique. L'Armée rouge a supporté seule, pendant plus de 16 mois, tout le poids de l'offensive de la Wehrmacht. L'ennemi est tellement affaibli que sa déroute sera inévitable lorsque l'aide promise par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se réalisera.

Certes, l'inactivité prolongée de nos alliés anglo-saxons légitime de la méfiance pour certains milieux anglais et américains. Mais l'aide à l'Union Soviétique qui, d'après Staline, ne peut être, pour devenir efficace, que l'exécution entière et en temps voulu des engagements contractés par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, trouve sa principale garantie de réalisation dans l'inébranlable volonté des peuples anglais et américain.

Les syndicats ouvriers anglais des usines d'aviation et de l'industrie d'armements ont réclamé au Gouvernement Churchill l'écartement de tous ceux qui sont opposés à une tactique offensive immédiate. Les syndicats de Glasgow ont convoqué une conférence pour tirer la conclusion du manque de décision du Gouvernement. Aux Etats-Unis, les syndicats des marins, des industries chimiques, de la chaussure, des chantiers de construction, réclament la création du second front en Europe, encore en 1942. A New-York, une manifestation de 40.000 personnes a lancé les mots d'ordre : "Il faut mettre en pratique l'accord Churchill-Molotov-Roosevelt" - "L'exemple de Dieppe est consolant" - A Wimbledon, lord Strabolgi a déclaré qu'il était incompréhensible qu'on attende encore de créer le second front. Enfin, M. Wilkie a affirmé : "Les Etats-Unis aideront bientôt leurs alliés russes en créant un véritable deuxième front en Europe, que l'opinion américaine réclame instamment".

Des perspectives d'une victoire prochaine légitiment les plus grands espoirs. Il est normal que, nous aussi, nous désirions éviter à notre pays les souffrances indescriptibles

qui signifieraient pour nous la prolongation de la guerre et que nous exigions avec force de nos alliés anglo-saxons cette exécution entière et en temps voulu, de leurs engagements.
Mais il serait indigne de nous de réclamer seulement la création d'un second front par des phrases impératives ou désabusées. Nous devons montrer à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis que nous exigeons un débarquement en Europe, en travaillant activement à la préparation de ce débarquement, en portant des coups redoublés à la machine de guerre nazie par le sabotage et la résistance aux déportations, en organisant dès maintenant, sous la direction du Front de l'Indépendance, le soulèvement national qui créera pour la Wehrmacht un arrière impossible à tenir et chassera l'occupant du sol de notre pays.

Les défenseurs de Stalingrad nous donnent un exemple héroïque. Ils sacrifient à la cause commune de la liberté leurs maisons, leurs usines, leurs richesses historiques, leurs monuments. En face de tant de grandeur, nous ne reculerons pas devant les sacrifices que peut réclamer de nous l'assaut final et décisif contre la barbarie sanglante de l'hitlérisme.

L'ORDRE DES MEDECINS

Nos lecteurs n'ignorent pas le conflit qui oppose depuis de longs mois le corps médical belge et l'autorité allemande, représentée par Romsée et son sous-ordre Librecht.

L'origine de la lutte date de la création d'un ordre des médecins d'inspiration nationale-socialiste qui, sous couvert de défendre la santé publique, vise à une organisation autoritaire de la profession, sous des chefs choisis par l'Allemand et dans des buts qu'il est facile de déceler.

L'opposition du corps médical fut d'abord massive. En Wallonie et dans les villes universitaires Bruxelles et Louvain, la quasi-unanimité se dressa contre le nouvel ordre. En Flandre, sous l'action dissolvante de l'Algemeen Vlaamsch Geneeskoorverbond, l'opposition fut moins efficace et nombreux furent les médecins qui finirent par s'inscrire. Encore que la plupart d'entr'eux l'aient fait avec des réserves qui démontrent leur opinion réelle.

Le recrutement des chefs des chambres médicales fut extrêmement laborieux. Pendant plusieurs mois, Librecht pérégrina de ville en ville, d'université en université, cherchant l'homme qui accepterait de prendre la tête du nouvel organisme : personne n'accepta de voir son nom irrémédiablement compromis et souillé dans une telle affaire, personne, pas un dirigeant fédéral, pas un professeur, pas un praticien de renom. La crise ne fut résolue qu'en ayant recours, pour la chambre d'expression flamande, à un certain VanHove, médecin politicien professionnel et pour la chambre française, à Dossin. A la lecture de ces noms, une vague d'étonnement secoua le monde médical. Dossin ?... connais pas.

Tels sont les deux führer et sous-führer dont Librecht eut se contenter.

La médiocrité de ce choix renforça l'opposition des organismes médicaux.

Juridiquement, leur situation se démontrait inattaquable, l'arrêté créant l'ordre des médecins étant, de l'avis de tous les juristes, illégal.

Professionnellement, ils représentaient la masse des médecins et n'avaient devant eux que des fantoches dans consistance.

Au point de vue belge, le nouvel ordre des médecins était donc mortèné.

C'est alors que l'autorité allemande, voyant Romsée et Librecht battus et leur œuvre en péril, dut se décider à intervenir personnellement. La Gestapo interdit toute activité au président et au vice-président de la F.M.B., ainsi qu'à certains dirigeants locaux, et supprima les revues professionnelles. Puis, allant plus loin, elle n'hésita pas à dissoudre la F.M.B. et ses différentes sections, à confisquer leurs avoirs et à interdire toute action aux membres de leurs comités.

Mais plus importante que ces mesures policières fut la manœuvre qui entraîna la trahison de la Cour de Cassation, donnant une apparence de légalité à tous les actes des secrétaires généraux et sapant la base juridique de l'opposition qu'avait montrée jusqu'ici le corps médical.

Ce que n'avaient pu menaces et vexations, la décision de la Haute Cour l'entraîna ipso facto : les médecins se crurent forcés de s'inscrire aux chambres médicales.

Seules de rares exceptions, auxquelles nous rendons hommage, refusèrent de s'incliner.

L'opposition n'a toutefois pas été inutile.

Elle a démontré que derrière Librecht, VanHove et Dossin, il y a l'allemand. Elle a fait la preuve de l'origine nazie des mesures qui nous sont imposées et a convaincu les plus aveugles et les plus naïfs de ce fait évident :

L'ORDRE DES MEDECINS EST UN ORDRE ALLEMAND
CEUX QUI LE SERVENT SONT DES TRAITRES.

Mais, en outre, elle a dressé les énergies pour une lutte qui n'est pas finie, pour une lutte qui doit continuer.

La situation de Libreoht et des siens, malgré le succès remporté, reste mauvaise.

Libreoht, vieux renard de la politique et touche-à-tout de la médecine, commence à croire qu'il a mal misé en jouant la carte allemande. Son zèle à servir ses maîtres s'en ressent. Holm à diverses reprises a dû le rappeler à l'ordre. Quant à Dessin, on peut dire que son cas est désespéré. Chacun a pu se rendre compte de son incapacité, son orgueil a toujours été nul dans la sphère médicale et ce n'est pas la prose de son bulletin qui le relèvera. Libreoht lui-même ne cache pas qu'en le choisissant il a fait une erreur. Il cherche ouvertement à le remplacer. Avis aux amateurs, la place est ouverte ! Aussi les médecins doivent-ils, par tous les moyens, saper la position des traîtres qui prétendent les diriger.

Tout ce qui peut les énerver est de bonne lutte.

Ne payez pas vos cotisations. Dessin, de son propre aveu, a besoin d'argent. 500 frs versés aujourd'hui lui sont plus utiles que 2000 versés dans six mois, s'ils le sont jamais.

N'écoutez pas ses appels.

Jetez ses papiers au panier.

Surtout, ignorez ce questionnaire qui, sous couleur de prendre des renseignements d'ordre professionnel, s'immisce dans votre vie privée la plus intime.

L'enjeu de la lutte qu'a entreprise le corps médical dépasse le cadre des intérêts immédiats. Au-delà des questions de charbon, de pneus de vélos et de cotisation, il y a l'avenir de notre profession que nous défendons contre le nazisme. Au-delà de notre profession, il y a la patrie.

Les médecins montreront qu'ils sont prêts à défendre l'idéal de la liberté, même s'il leur faut supporter quelques dommages momentanés qui leur paraîtront bien minimes vis-à-vis du sacrifice suprême que consentent tant de leurs concitoyens.

L'INGENIEUR DANS LA LUTTE CONTRE L'OCCUPANT

La puissance économique d'une nation dépend du développement de sa technique et de l'organisation de sa production industrielle. Le rôle de l'ingénieur dans ces domaines est de toute première importance.

Or, dans nos pays, le rôle de l'ingénieur étant tel, sa situation officielle se confond avec celle de mille autres employés. Il n'est point particulièrement en vue, il accomplit son travail à l'ombre des comptables et des administrateurs.

Dans la lutte contre l'occupant, il occupe ainsi une position tout-à-fait favorable.

Beaucoup d'ingénieurs ont rapidement compris leur puissance cachée et acquis la technique de lutte.

Le but à atteindre est clair : ne rien fournir d'utile à l'ennemi. Toute l'activité de l'ingénieur doit tendre à cette fin.

On connaît l'influence de l'attitude du personnel sur la production : l'ouvrier, le dessinateur, le contremaître doivent continuellement faire preuve d'initiative devant des difficultés imprévisibles dans le plan de production. Or cette bonne volonté fait place actuellement à l'indifférence chez les uns, au désir et à la volonté de saboter chez les autres. L'ingénieur dirige cette attitude dans la voie désirée.

Il tire parti de la rareté des matières premières pour retarder les livraisons, il prescrit l'utilisation de matières précieuses à mauvais escient. Souvent il prend à la lettre les exigences du client allemand dans le but, non de lui fournir quelque chose de parfait, mais de le lui fournir le plus tard possible.

Il profite des spécifications de sécurité imposées pour retrancher sa responsabilité derrière elles et suspendre certains travaux.

Par des méthodes pratiquement indécelables, l'ingénieur fait entrer la production dans une véritable léthargie. Il y en a des exemples étonnants pour lesquels aucune responsabilité n'a pu être mise en cause.

Mais le rôle de l'ingénieur ne s'arrête pas là. Incorporé directement ou indirectement à la production de guerre de l'ennemi, il connaît ses points faibles. L'ingénieur doit donner son attention de tous les instants pour déceler ces points faibles, décider des plus importants et fournir tous les renseignements de base aux combattants du front intérieur.

Et de là, il passera à la lutte ouverte à côté des partisans, en suivant le chemin tracé par l'héroïque ingénieur GUILLISSEN.

UNE TENTATIVE NAZIE DE FLAMANDISER BRUXELLES

Une des tâches essentielles que s'est assigné le nouveau conseil communal fasciste du Grand-Bruxelles, c'est de confier tous les postes dirigeants de l'administration communale à des serviteurs VNV de Hitler et de flamandiser la capitale.

L'"Oberburgmeister" Graulus qui s'est empressé de se faire couvrir démonstrativement avec Grammens au "Vlaamsche Club" a tout de suite précisé que dorénavant les emplois publics seraient réservés aux postulants qui connaîtraient parfaitement le flamand.

Or, Bruxelles comprend des centaines de milliers d'habitants qui ne parlent pas le flamand.

Au recensement de 1930, sur 845.000 personnes recensées dans l'agglomération, 330.000 parlaient uniquement le français, (soit 40% de la population) et sur les 515.000 personnes parlant les deux langues, 225.000 s'exprimaient habituellement en français.

Dans certaines communes, la proportion de personnes parlant uniquement le français est encore plus forte. Elle atteint 65% à Ixelles, 50% à St Gilles et à Etterbeek.

Par ailleurs, l'échevin de l'enseignement, le VNV Piet Finné a déclaré, dès son installation, qu'il imposerait la stricte application de la loi de 1932 dans les écoles, ce qui, dans la bouche de ce réactionnaire obtus, signifie la flamandisation de l'enseignement. "Volk en Staat" l'a, en effet, tout de suite souligné avec satisfaction : "Si cette loi est appliquée, Bruxelles retrouvera en quelques dizaines d'années son caractère thiois."

En agissant ainsi, en brimant les centaines de milliers de Bruxellois francophones, les serviteurs VNV de Hitler poursuivent trois buts; d'abord, caser leurs créatures dans l'administration; ensuite, flatter les masses flamandes en leur donnant l'impression que l'Ordre Nouveau les favorise; enfin, dresser les Wallons et les Bruxellois francophones contre les Flamands afin de diviser notre population et affaiblir ainsi sa lutte contre l'ennemi commun, l'oppresseur hitlérien.

Bruxellois, Flamands et Wallons, également opprimés par Hitler et par ses valets fascistes, ne se laisseront pas prendre à ces manoeuvres. Fraternellement unis, ils défendront les droits des francophones, ils lutteront contre la flamandisation de la capitale, ils intensifieront la lutte pour bouter l'occupant hors du pays.

ECHEC AU GRAND BRUXELLES NAZI

L'institution des pouvoirs communaux par notre Constitution a répondu à une de nos traditions les plus précieuses, liée aux luttes séculaires de nos ancêtres pour leur affranchissement. Les communes ont traversé toute notre histoire comme des bastions de la liberté contre les empiètements des pouvoirs centraux. La loi fixe leurs droits et détermine leurs limites géographiques. Les Chambres seules sont qualifiées pour modifier ce statut et ces limites.

Ces bastions, les secrétaires généraux ont entrepris de les détruire, sur l'ordre de leurs maîtres, à qui il importe essentiellement de supprimer les possibilités de résistance à l'oppression et de maintien d'une vie autonome qu'elles offrent à la population belge.

Après la suppression des conseils communaux, les arrêtés créant certaines grandes agglomérations constituent un nouveau pas dans cette entreprise de destruction, avec l'anéantissement qu'elles entraînent de l'individualité d'un grand nombre de communes importantes, la dislocation de tous leurs appareils administratifs et leur fusion en énormes centres, mis aux mains d'hommes à tout faire et prenant l'apparence de petits Etats où la liberté personnelle doit se trouver noyée, dominés par des organes irresponsables, incontrôlables par le peuple et obéissant aux directives d'en haut, c'est-à-dire aux directives allemandes.

Si cent faits ne manifestaient pas de la façon la plus claire à quel point les formateurs des grandes villes nouvelles conçoivent eux-mêmes leur initiative comme un attentat aux désirs, aux volontés, aux aspirations d'une population que nos lois déclarent souveraine, cette conception serait mise en lumière crue par le souci que les nouveaux édiles ont eu de s'attacher, avant toute autre tâche dès leur entrée en fonctions, à la réorganisation et au renforcement de la police ! En plaçant des valets de l'occupant à la tête de la police, l'ennemi espère pouvoir intensifier la répression contre les patriotes et imposer plus facilement l'esclavage à la population bruxelloise.

Les secrétaires généraux ont, comme d'habitude, tenté de conférer à leur coup de force certaines apparences de régularité en lui donnant la forme d'arrêtés pris conformément aux

pouvoirs spéciaux créés (au profit d'autres qu'eux-mêmes, d'ailleurs) pour la durée de la guerre. Or ces pouvoirs, ainsi que la Cour de Cassation et le Conseil Supérieur de Législation l'ont déclaré, ne comprennent pas celui de modifier les institutions légales de la Belgique.

Les arrêtés qui ont prétendu accoucher du Grand Anvers, du Grand Gand, du Grand Charleroi, du Grand La Louvière, du Grand Liége, du Grand Bruxelles, sont donc radicalement nuls, sans valeur et sans effet. Ils constituent de pures usurpations, de pures violences, de pures actes de brigandage.

La couleur qui convient pour les peindre nous est donnée par la personnalité des exécuteurs : le premier échevin du Grand Bruxelles est un notaire véreux, indélicat, méprisé depuis toujours par tous ses confrères.

De ce qui précède découlent des conséquences dont l'importance n'échappera à personne.

1) Les bourgmestre et échevins désignés aux nouvelles grandes villes n'ont aucun pouvoir légal; ils ne sont pas fonctionnaires, ce sont des usurpateurs, des criminels qui seront mis en prison au premier jour de la libération du territoire.

2) Les grandes villes nouvelles n'ayant pas d'existence légale, tous leurs actes sont sans valeur.

Dans un avis récemment donné devant la Cour d'Appel de Bruxelles par le Ministère Public, celui-ci a reconnu l'inexistence du Grand Charleroi et son incapacité à agir en justice.

3) Tout acte de résistance aux mesures des édilités et des édiles nouveaux est légitime.

4) Bien plus, cette résistance constitue dans de nombreux cas une obligation.

Les fonctionnaires ont le devoir de se refuser à collaborer à la gestion des nouvelles grandes villes, cette collaboration constituant un acte d'assistance à la transformation de nos institutions par l'ennemi et, en tous cas, une participation, punie par le Code Pénal, à la violation de la Constitution.

Il n'est pas douteux qu'après la guerre des comptes seront réclamés tout au moins aux fonctionnaires d'un certain grade qui seront restés en fonctions et qui ne pourront pas prouver par des actions concrètes qu'ils ne l'ont fait qu'en vue d'organiser le sabotage de l'illégalité.

Ici aussi des exemples ont déjà été donnés : M. Houtart, Gouverneur du Brabant, a refusé de recevoir le serment des nouveaux édiles du Grand Bruxelles.

Les médecins des hôpitaux St Pierre et de Schaerbeek ont écrit une lettre collective de protestation contre la création illégale d'une nouvelle Commission d'Assistance Publique. Cette Commission a pour tâche, entr'autres, de nommer les médecins des hôpitaux et ainsi de caser des hommes d'ordre nouveau ou d'exercer une pression sur les faibles dont le patriotisme ne résisterait pas à l'appât d'une telle situation. On doit craindre aussi des pressions politiques qu'une telle Commission nazie pourrait exercer sur les nombreux assistés des bureaux d'assistance.

Dans l'enseignement, une même résistance s'affirmera aux desseins nazis de nommer des instituteurs VNV ou rexistes, de flamandiser l'enseignement comme se le propose Finné, de nommer un commissaire au chant qui fera apprendre à nos enfants des chants fascistes ou même des chants allemands comme le traître Léo Moulin voudrait l'imposer à ses élèves.

Les receveurs communaux prendront exemple sur leur confrère de Schaerbeek qui refuse courageusement de livrer la caisse communale aux usurpateurs du Grand Bruxelles nazi.

Dans toutes les branches d'activité publique menacées par la création du Grand Bruxelles, il faut que les patriotes créent des comités de résistance dont l'action s'appuiera sur l'ensemble de la population par le truchement du Front de l'Indépendance.

FRONT COMMUN CONTRE LA GESTAPO

Le nombre des victimes de la répression augmente sans cesse. De nombreux patriotes, qui sont parmi les plus actifs dans la lutte contre l'occupant, doivent vivre dans l'illégalité. Cela fait un nombre considérable de familles dans le besoin, dont l'existence est hérissée de difficultés (timbres, nourriture, vêtements, logements).

Répondez donc favorablement à votre ami qui fait appel à votre esprit de solidarité en faveur des victimes de la Gestapo.

Mobilisez vous-même vos amis pour trouver de l'argent, des timbres, des vêtements, des logements. Renforcez "SOLIDARITE - CROIX ROUGE DU FRONT DE L'INDEPENDANCE"
